

450711-2026 - Licitación

Francia – Servicios de reparación y mantenimiento de grupos refrigeradores – Maintien en condition opérationnelle des moyens de vieillissement et de conditionnement de spécimens pyrotechniques (climatisation technique)

OJ S 124/2026 01/07/2026

Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Servicios

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Correo electrónico: dga-s2a-sud-ouest.contact.fct@intradef.gouv.fr

Naturaleza jurídica del comprador: Organismo de Derecho público

Actividad del poder adjudicador: Defensa

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: Maintien en condition opérationnelle des moyens de vieillissement et de conditionnement de spécimens pyrotechniques (climatisation technique)

Descripción: Il est précisé que la date et l'heure limites pour la remise des plis est le 15/09 /2026 à 11H00 (heure de Paris). Celle inscrite à la rubrique 5.1.12 est au format UTC. Il s'agit d'un Marché de défense ou de sécurité. En complément de la rubrique 5.1.15 : Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commandes et marchés subséquents. Les moyens climatiques à maintenir ont une puissance comprise entre 1,75 et 357 kW. Il y a environ une cinquantaine de moyens climatiques à maintenir. Cette volumétrie est sans engagement de la part de l'Etat.

Le montant maximum indiqué en rubriques 2.1.3 et 5.1.5 ci-après est en hors taxe.

Dans le cadre de l'exécution du présent projet de marché, les locaux suivants du MINARM relèvent du domaine public de l'État : - un vestiaire, local vie, à la charge du titulaire, en zone entreprise (zone D) ; - un bungalow à la charge du titulaire, en zone entreprise (zone D) ; - un container à la charge du titulaire, en zone entreprise (zone D) ; - et un local de stockage des groupes mobiles mis à disposition par DGA EM Site Gironde en zone pyrotechnique sur la zone C. Ils seront mis à la disposition du titulaire dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT). A ce titre la DRFP a donné un avis favorable de gratuité le 04/06/2026. Une AOT devra être demandée par l'attributaire du projet de marché.

Les candidats doivent préciser s'ils se présentent seuls ou en groupement. Il est interdit aux candidats de présenter pour l'accord-cadre, plusieurs offres en agissant à la fois : 1. en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements; 2. en qualité de membres de plusieurs groupements. La composition des groupements peut être modifiée, et il est possible d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du nouveau groupement, présenté au stade des offres, ont été autorisés au stade des candidatures à présenter une offre ou à y participer, au moins en

tant que sous-contractant accepté dans la phase candidature. Le groupement nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités des candidats. De plus, les dispositions des articles R2142-23 et R2342-14 du CCP s'appliquent.

Signature des documents : Les documents contenus dans le dossier de candidature nécessitant une signature devront être signés par une personne habilitée à engager la société (avec indication du nom, prénom, de la qualité du signataire, et avec apposition du cachet de la société). Si le signataire des documents n'apparaît pas dans les informations publiques via le numéro SIREN ou du document équivalent pour les candidats établis à l'étranger, tout document attestant de la capacité du signataire à engager la société. En ce qui concerne les fichiers électroniques, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé électroniquement et séparément par une personne habilitée à engager la société (cf. "Modalités de transmission des plis" cité en rubrique 2.1.4).

Une signature manuscrite scannée ne peut pas remplacer la signature électronique. Tous les membres du groupement devront opter pour le même format de signature (manuscrite ou électronique) sans possibilité de mixer les deux types de signatures.

La fourniture de tous les éléments/documents listés en rubriques 2.1.6, 5.1.9, 5.1.12 est primordiale, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R 2342-7 du code de la commande publique, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen.

Les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. Seule la version française fait foi.

Identificador del procedimiento: dcf50242-f3d8-4440-a410-eee210605cdb

Identificador interno: 2026 SO 0351

Tipo de procedimiento: Negociado con publicación previa de un anuncio de licitación / licitación con negociación

El procedimiento está acelerado: no

Principales características del procedimiento: Un candidat qui fait une fausse déclaration pourra être sanctionné au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux.

Les documents prouvant l'absence d'interdiction de soumissionner conformes à l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique (annexe 4 du CCP), ne sont pas exigés au stade des candidatures mais seront réclamés à l'attributaire pressenti. Si leur transmission est effectuée par voie électronique au moment de la phase candidature, le candidat a la possibilité de les mettre sur son compte entreprise PLACE (coffre-fort électronique). Dans ce cas, les documents ainsi déposés pourront être utilisés au stade de l'attribution ou au titre d'autres consultations, en fonction de leur date de validité. Pour information, le candidat pourra, de manière temporelle, accéder à la liste des documents de son entreprise et ainsi mettre à jour ces documents.

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

2.1.2. **Lugar de ejecución**

Subdivisión del país (NUTS): Gironde (FRI12)

País: Francia

2.1.3. **Valor**

Valor máximo del acuerdo marco: 4 500 000,00 EUR

2.1.4. **Información general**

Información complementaria: Protection des données à caractère personnel : Les données sont traitées pour les finalités suivantes: la gestion des procédures d'achat en passation et la gestion des procédures d'achat en exécution. Ces données sont accessibles aux personnes du service des achats d'armement (S2A) en charge de la gestion contractuelle dans le strict respect de leurs attributions. Les données sont conservées 5 ans à compter de la date de signature du marché pour le traitement "gestion des procédures d'achat en passation" et 5 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour le traitement "gestion des procédures d'achat en exécution". Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Le destinataire de la présente mention d'information la communique aux personnes concernées. Conformément au Règlement Général sur la protection des Données (RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018, les personnes concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification sur leurs données ou encore de limitation du traitement. Lesdites personnes peuvent, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer leurs droits en contactant le correspondant RGPD de la DGA à l'adresse suivante : dga.rgpd.fct@intradef.gouv.fr

La durée du projet de marché indiquée à la rubrique 5.1.3 est donnée à titre purement indicatif.

Le présent avis de marché ne concerne que la phase candidature. Le DCE sera accessible sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) pour les candidats qui seront admis à déposer une offre.

Les plis ne doivent pas être déposés sur l'adresse fonctionnelle mise en rubrique 8.1. Ils doivent être transmis sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en suivant les instructions du document "Modalités de transmission des plis" disponible sur <https://armement.defense.gouv.fr/achatsdarmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis>. En cas de difficultés pour accéder à ce fichier, les renseignements pourront être obtenus à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Attention, pour chaque étape de la procédure (étape candidature et étape offre), les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur. Il est rappelé que chaque candidat est responsable du moyen d'acheminement de son pli. Aucun pli déposé (cas de la transmission électronique) ou reçu (cas de la réception par voie postale) ou remis (cas du dépôt par coursier ou porteur) après la date et l'heure limites mentionnées en rubrique 5.1.12 ne sera pris en considération.

La transmission électronique des candidatures et des offres est autorisée. Les plis peuvent être transmis soit par voie électronique via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) (www.

marches-publics.gouv.fr ou <https://armement.defense.gouv.fr>, soit sur support physique (support papier ou électronique type clé USB) à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, à l'adresse figurant en rubrique 8.1 précitée, en cas d'envoi du pli par voie électronique. En cas de dépôt de plis à l'adresse précitée, il incombe au candidat de prévoir un délai suffisant (au moins une heure à compter de son arrivée sur le site) pour les formalités de prise en charge de son pli. Pour des raisons de sécurité, le dépôt de pli par coursier ou porteur est soumis à des règles strictes (présentation de carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité, papiers de l'éventuel véhicule). Se présenter à l'entrée à l'adresse indiquée et contacter le numéro de téléphone indiqué à chaque étape de la dépose (portail d'entrée et quai de dépose des plis) en cas de besoin. Les plis devront être transmis de façon à garantir leur confidentialité.

Base jurídica:

Directiva 2009/81/CE

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Anuncio

Incumplimiento de obligaciones basadas en motivos de exclusión puramente nacionales: En plus du motif d'exclusion " Manquement à des obligations liées à des motifs d'exclusion purement nationaux" précité, les motifs suivants sont aussi applicables: Biens administrés par un liquidateur/Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme/Corruption/État de cessation d'activités/Faillite/Défaut de fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité du pays/Fraude/Infraction concernant sa conduite professionnelle dans le domaine des marchés de défense/Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes /Insolvabilité/Manquement à l'obligation relative au paiement de cotisations de sécurité sociale /Manquement à l'obligation relative au paiement des impôts/Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail/Manquement aux obligations dans le domaine du droit social /Motifs d'exclusion purement nationaux/Motifs liés à des condamnations pénales/Motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale/Participation à une organisation criminelle/Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale criminelle. Afin de déclarer sur l'honneur que le candidat n'est soumis à aucune interdiction de soumissionner s'agissant de ces motifs, les renseignements demandés dans les formulaires DC1 et DC2, entièrement complétés dans leur dernière version et accessibles sur le site <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis> sont à fournir par chaque candidat ou membre d'un groupement. En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document habilitation par les autres membres du groupement précisant les conditions de cette habilitation (cf. bloc G du DC1)

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: Maintien en condition opérationnelle des moyens de vieillissement et de conditionnement de spécimens pyrotechniques (climatisation technique)

Descripción: Cf. rubrique 2.1 "Procédure -Description" ci-avant.

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 50730000 Servicios de reparación y mantenimiento de grupos refrigeradores

5.1.2. Lugar de ejecución

Dirección postal: Allée Moulin Bonneau
Localidad: Saint Médard en Jalles
Código postal: 33166
Subdivisión del país (NUTS): Gironde (FRI12)
País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Duración: 7 Años

5.1.4. Renovación

Número máximo de renovaciones: 0

5.1.5. Valor

Valor máximo del acuerdo marco: 4 500 000,00 EUR

5.1.6. Información general

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

Esta contratación también es adecuada para las pequeñas y medianas empresas (pymes): sí

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Anuncio

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Les informations contenues dans ce critère constituent les informations générales applicables à tous les critères technico-financiers qui suivent. En cas de groupement, chaque membre du groupement apportera les documents attendus et /oules preuves des compétences attendues qu'il possède en lien avec les capacités détenues. Le candidat fournira pour chacun des sous-traitants les documents attendus et/oules preuves des compétences attendues qu'il possède en lien avec les capacités détenues. Le candidat (ou le groupement) n'ayant pas démontré par tout moyen leur(s) capacité(s) ou compétence(s) dans chacun des domaines cités infra, sera éliminé

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités financières, techniques ou professionnelles par tout autre moyen jugé approprié par l'acheteur.

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) pour justifier de ses capacités techniques/financières, il doit préciser la nature des prestations qui leurs seront confiées et fournir les preuves de leurs capacités en la matière. De plus il doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié et doit être signée du candidat (ou les co-traitants le cas échéant) et le sous-traitant.

Un sous-traitant est l'opérateur économique avec lequel le titulaire du marché conclut, aux fins de la réalisation d'une partie de celui-ci, un contrat de sous-traitance dit "sous-traité", au sens de l'article L2193-2 du code de la commande publique.

Le(s) sous-traitant(s) doi(ven)t être soumis à l'acceptation de l'acheteur. À ce titre, chaque candidat doit fournir pour chacun d'entre eux -leur nom; -la nature des prestations qui seront sous-traitées ; -une déclaration sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions

définis aux articles L2341-1 à L2341-3 du code la commande publique signée d'une personne habilitée à engager la société sous-traitante. Ces documents doivent être fournis par une personne habilitée à engager le (s) sous-traitant(s). ou le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) accessible sur <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/sous-traitance>, complété des éléments précités demandés, qui doit être signé par le soumissionnaire et son(ses) sous-traitant(s).

Seront rejetés par l'acheteur les sous-traitants qui entrent dans un des cas d'exclusions précités au §2.1.6 ci-avant ou au motif qu'ils ne présentent pas les garanties suffisantes telles que celles exigées des candidats (notamment en termes de capacités techniques, financières définies).

Criterio: Inscripción en un registro mercantil

Descripción del criterio de selección: Pour les candidats français, le numéro unique d'identification (SIREN) de la société candidate doit être fourni.

Pour les candidats non français, tout renseignement justifiant de la nationalité et de l'aptitude professionnelle du candidat.

Lorsque l'immatriculation de la société à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement de la société ne délivrent pas un tel document ou lorsque ce dernier n'est pas complet, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement de la société.

Les documents remis dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version française fait seule foi.

Criterio: Otros requisitos económicos o financieros

Descripción del criterio de selección: Capacités financières attendues : Une déclaration concernant le chiffre d'affaire annuel global du candidat (ou de chaque membre du groupement) et de la part de ce chiffre d'affaire concernant les fournitures, prestations et travaux faisant l'objet du présent projet de marché réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (bloc F1 du DC2).

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité technique attendue : Capacité n° 1 : la maintenance d'installations climatiques de même importance ; Pour cela, les candidats pourront fournir : - une liste des principales fournitures et des principaux services effectués dans ce domaine indiquant le montant, la date, le destinataire public ou privé, au cours des 3 dernières années (les livraisons et les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire, ou, à défaut par une déclaration du candidat) ; - une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature, dans le domaine objet du marché (à savoir la maintenance d'installations climatiques) ; - l'organisation générale du candidat en terme de management des équipes techniques (encadrement, équipes propres, sous-traitants, cotraitants) qu'il compte mettre en œuvre.

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité n° 2 : une attestation sur l'honneur ou la preuve (attestation / certificats de compétences délivrés par un organisme agréé) que les personnels du candidat pouvant intervenir sur des installations à proximité des engins pyrotechniques (zones à risque R1 et R2) ont ou auront reçu une formation spécifique.

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité n° 3 : preuve de qualifications de frigoriste des personnels.

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité n° 4 : la preuve (décision préfectorale ou attestation sur l'honneur) que le transport et le traitement des déchets sont ou seront réalisés par des sociétés ayant des autorisations.

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité n° 5 : au travers de références antérieures à l'appui, une démonstration de sa capacité à mettre en place une organisation, des méthodes et des moyens associés (en propre ou avec le concours de cotraitant(s) ou sous-traitant(s)) pour travailler en sous-section 4 (article R4412.144) du code du travail en matière d'amiante. Le candidat devra préciser les effectifs compétents par profil (encadrant technique, encadrant de chantier, opérateur de chantier) dont il dispose pour travailler en sous-section 4 du code du travail).

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité n° 6 : la démonstration de disponibilité par le candidat d'une GMAO (copies d'écran, attestations sur l'honneur, ...) gestion de maintenance assistée par ordinateur et qu'il assurera le soutien à l'utilisateur et la prise en main de cette application par les personnels désignés de DGA EM.

Criterio: Referencias sobre servicios específicos

Descripción del criterio de selección: Capacité n° 7 : concernant la location des matériels, la preuve que le candidat dispose d'une certification CE et d'un classement Eurovent selon NF EN 1886 et NF EN 13053 ou équivalence dûment démontrée.

5.1.10. Criterios de adjudicación

Descripción del método que debe utilizarse si la ponderación no puede expresarse mediante criterios: Les critères de sélection des offres seront énoncés dans le règlement de consultation.

5.1.11. Pliegos de contratación

Canal de comunicación ad hoc:

Nombre: PLACE (Plateforme des achats de l'État)

Dirección web: www.marches-publics.gouv.fr

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones del procedimiento:

Se requiere una habilitación de seguridad

Descripción: Mesures relatives au contrôle de l'accès des intervenants extérieurs sur des sites du MINARM : Les prestations dues au titre du présent projet d'accord-cadre sont susceptibles de nécessiter l'accès à une ou plusieurs catégories d'emprise suivantes : une zone protégée, un point d'importance vitale (PIV), une zone d'interdiction à la captation de données aériennes (ZICAD), une zone nucléaire d'accès réglementé, une zone réservée, un terrain militaire clos ou une zone à régime restrictif.

Les dispositions du code de la défense, de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (dit "IGI" dans la suite du texte), de l'Instruction ministérielle 900 relative à la protection de l'information et des données (dit "IM" dans la suite du texte), du code pénal et des réglementations spécifiques ainsi que celles du plan de prévention de chaque emprise concernée seront applicables en fonction de la catégorie d'emprise concernée.

Ainsi, il pourra être procédé à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté à l'égard des personnes physiques extérieures au ministère des Armées qui seraient amenées à intervenir sur une de ses emprises. Cette enquête administrative préalable à l'accès aux zones sensibles fera l'objet d'un encadrement strictement prévu pour chaque emprise. Elle permet d'autoriser ou, le cas échéant, de refuser l'accès au site du ministère. Les opérateurs concernés devront prendre contact, dans un délai suffisant, auprès du responsable du site.

Le projet de marché est sensible, conformément aux dispositions de l'IGI et de l'IM précitées.

Le marché étant sensible, chaque soumissionnaire devra fournir au plus tard au titre de la MEDO : -s'il est habilité : une attestation d'habilitation accompagnée d'une attestation de non-changement de la personne morale ; -s'il est non-habilité : Un extrait du registre du commerce et des sociétés (Kbis) de moins de trois mois ; Les fiches de contrôle primaire du représentant légal de la société disponible via https://armement.defense.gouv.fr/sites/default/files/2022-05/CPR_2.0_0.pdf ; La notice de sécurité personne morale contrat sensible (cf. partie 1 de l'annexe 20 de l'IGI 1300) disponible via <https://armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/habilitation-des-personnes-morales-et-physiques/procedures-dhabilitation-7>

Condiciones de presentación:

Indicación obligatoria de subcontratación: La parte del contrato que el licitador tiene intención de subcontratar

Presentación electrónica: Permitida

Dirección para la presentación: www.marches-publics.gouv.fr

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Variantes: No autorizada

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 15/09/2026 11:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No
Condiciones relativas a la ejecución del contrato: La forme du groupement n'est pas imposée.
Toutefois si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire
sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses
obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Facturación electrónica: Obligatoria

Estructura financiera: Le financement est assuré exclusivement par des ressources
budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versements
d'avance, acomptes, soldes, ...) est conforme aux dispositions des articles L2391-1 à L2392-
10, R2391-1 à R2391-7, R2391-12 à R2391-28, R2393-24 à R2393-40 du code de la
commande publique. Le type et la forme de prix des prestations seront précisés dans le cahier
des charges. Le délai de paiement est de 30 jours maximum et mis en œuvre conformément
aux articles L2392-10, R2392-10 à R2392-12 et D2392-11 du code de la commande publique.
Le mode de règlement est le virement. Le comptable assignataire chargé des paiements est :
L'agent comptable des services industriels de l'armement (ACSIA) Le Vendôme III -11, rue du
Rempart -93 196 Noisy-Le Grand CEDEX Les factures seront envoyées exclusivement sous
forme dématérialisée.

Subcontratación:

El contratista debe indicar cualquier cambio de subcontratistas durante la ejecución del
contrato.

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco, en parte con y en parte sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 0

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Información sobre los plazos de revisión: Le tribunal administratif chargé des recours est : le
Tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, 33 000 Bordeaux L'organisation chargée d'
informer des recours est le greffe du tribunal précité. Les recours juridictionnels suivants
peuvent être exercés contre cette procédure de passation et le contrat en cause : un référé
précontractuel (art. L.551-1 et s. du code de justice administrative) depuis le début de la
procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ; un référé contractuel (art. L551-13 et
s. du code de justice administrative) dans un délai de trente-et-un jours en cas de publication d'
un avis d'attribution du contrat au journal officiel de l'Union Européenne ou dans un délai de
six mois à compter du lendemain du jour de conclusion du contrat ; en l'absence de la
publication d'un avis d'attribution ou de la notification de la conclusion du contrat, un recours
en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'
accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, Ass., 4 avr. 2014, Département
de Tarn-et-Garonne, n°358994).

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación:
Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación:
Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Organización que recibe solicitudes de participación: Direction Générale de l'Armement /
DOMN / Service des achats de l'Armement

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Departamento: DA-SO

Dirección postal: DGA EM Site Gironde Allée Moulin Bonneau

Localidad: Saint-Médard-en-Jalles Cedex

Código postal: 33183

Subdivisión del país (NUTS): Gironde (FRI12)

País: Francia

Punto de contacto: Ne pas déposer les plis et les questions sur l'adresse électronique ci-après. Voir la rubrique "Informations complémentaires" (rubrique 2.1) pour les modalités de transmissions des plis.

Correo electrónico: dga-s2a-sud-ouest.contact.fct@intradef.gouv.fr

Teléfono: 000000

Dirección de internet: <https://armement.defense.gouv.fr>

Terminal de intercambio de información (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Perfil de comprador: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Funciones de esta organización:

Comprador

Organización que proporciona información adicional sobre el procedimiento de contratación

Organización que proporciona acceso fuera de línea a los documentos de la contratación

Organización que recibe solicitudes de participación

Organización que tramita ofertas

8.1. ORG-0000

Denominación oficial: Publications Office of the European Union

Número de registro: PUBL

Localidad: Luxembourg

Código postal: 2417

Subdivisión del país (NUTS): Luxembourg (LU000)

País: Luxemburgo

Correo electrónico: ted@publications.europa.eu

Teléfono: +352 29291

Dirección de internet: <https://op.europa.eu>

Funciones de esta organización:

TED eSender

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: 9b6347e5-0a54-4f8c-813a-757496d48e63 - 01

Tipo de formulario: Licitación

Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Subtipo de anuncio: 18

Fecha de envío del anuncio: 30/06/2026 11:53:06 (UTC+00:00) Hora de Europa Occidental, GMT

Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés

Número de publicación del anuncio: 450711-2026

Número de la edición del DO S: 124/2026

Fecha de publicación: 01/07/2026